

# from the editor / le mot de la rédactrice en chef

Everyone wants schools to be accountable. But how can we actually measure how well our schools are doing? Who decides what instruments to use? How do we choose which reforms to try? How do we know if they're working? And how do we encourage school systems and teachers to ask the hard questions and face the answers head-on?

Of course, any genuine accountability exercise must begin with solid information. Several articles in this issue of *Education Canada* examine ways of gathering, interpreting, and applying information about school performance and student achievement. Lorna Earl looks at our growing reliance on large-scale assessments in response to a perceived crisis in public education. She acknowledges some potential benefits, but questions the growing tendency to use them as instruments of public judgement. Nelly McEwen focuses specifically on international testing programs. She urges educators to move beyond simple rank-order comparisons to a thorough analysis of the performance of Canadian students. Both McEwen and Earl remind us that educators have a professional obligation to learn to analyze and communicate complex statistical information.

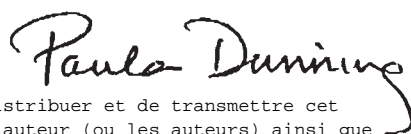
How do we know if we're improving? Unfortunately, too often we don't. Robert Ivry and John Greenwood argue for more rigorous standards of evidence for evaluating educational reform initiatives, while recognizing the difficulties of conducting scientific studies in educational settings. Rod Wickstrom builds on their analysis by presenting the case for a "value-added" approach to accountability in education.

Who is, ultimately, accountable? J.P. Boisclair offers a self-analysis tool for governing bodies — a series of exercises to probe their responsibilities, their leadership styles, and their use of performance information.

What does all this mean to the public? Jennifer Lewington helps us see educational accountability through their often skeptical eyes, while Robert Giroux asks some difficult questions about the public's conflicting demands on universities.

In a lighter vein, Ben Wicks shares whimsical memories of his own education, reminding us that formal schooling is barely half the story.

On a personal note, I am delighted to take on the responsibilities of Editor of *Education Canada* with this issue. I want to thank retiring Editor, Suzanne Tanguay, for her support as I learn the ropes. I look forward to the information, opinion, and dialogue which will appear on these pages in future issues, and hope they will play a part in helping to move Canadian education to a higher plateau of excellence.



Tout le monde souhaite que les écoles soient tenues de rendre compte. Mais comment, en fait, mesurer les résultats de nos écoles? Qui décide des instruments à utiliser? Comment choisir les réformes à mettre en œuvre? Comment savoir si ces réformes donnent les résultats escomptés? Et comment encourager les systèmes scolaires et les enseignantes et enseignants à poser les questions difficiles et à faire face aux réponses avec courage?

Bien entendu, toute obligation véritable de rendre compte commence par une information solide. Plusieurs articles de ce numéro d'*Education Canada* examinent les moyens de rassembler, d'interpréter et d'appliquer l'information sur le rendement des écoles et des élèves. Lorna Earl analyse notre tendance croissante à nous en remettre à des évaluations de grande envergure en réponse à la crise perçue de l'enseignement public. Elle souligne certains avantages éventuels de cette démarche mais remet en question la propension grandissante à s'en servir comme instruments de jugement public. Nelly McEwen met particulièrement l'accent sur les programmes d'examens internationaux. Elle enjoint les éducatrices et éducateurs à dépasser le stade de la simple méthode de classement comparatif pour procéder à une analyse minutieuse des résultats des élèves canadiens. Mmes McEwen et Earl nous rappellent toutes deux que les éducatrices et éducateurs ont l'obligation professionnelle d'apprendre à analyser et à communiquer des données statistiques complexes.

Comment savoir si nous faisons des progrès? Malheureusement, trop souvent, ce n'est pas le cas. Robert Ivry et John Greenwood prônent des normes plus rigoureuses pour évaluer les initiatives en matière de réforme de l'enseignement, tout en reconnaissant les difficultés que représentent les études scientifiques dans le contexte de l'éducation. Rod Wickstrom s'appuie sur leur analyse et place l'obligation de rendre compte en matière d'enseignement dans une perspective « à valeur ajoutée ».

Qui, en dernier ressort, est responsable? J.P. Boisclair propose un outil d'auto-analyse aux instances dirigeantes. Il s'agit d'une série d'exercices permettant de vérifier leurs responsabilités, leurs styles de leadership et l'utilisation qu'elles font des données sur le rendement.

Mais que cela veut-il bien dire pour le grand public? Jennifer Lewington nous aide à voir l'obligation de rendre compte dans le domaine de l'enseignement à travers un regard souvent sceptique, alors que Robert Giroux pose des questions difficiles sur les exigences conflictuelles du public face aux universités.

Dans un registre plus léger, Ben Wicks nous fait partager des souvenirs pleins de fantaisie de ses années d'étude et nous rappelle que l'enseignement formel représente à peine la moitié du chemin.

Pour ce qui me concerne, j'ai le plaisir, dorénavant, d'assumer les responsabilités de rédactrice en chef d'*Education Canada*. Je tiens à remercier Suzanne Tanguay, la directrice sortante-de la revue, de son soutien à mesure que je découvre les ficelles du métier. Je me réjouis à l'avance de l'information, des opinions et du dialogue qui se déploieront dans ces pages au fil des prochains numéros et j'espère qu'ils permettront à Education Canada de franchir une nouvelle étape vers l'excellence.